



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

### ARRÊTÉ

DIRECTION des LIBERTES PUBLIQUES  
et de l'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et de l'Environnement

Arrêté préfectoral de mise en demeure

Société AZELIS PEROXYDES  
Route de Varennes  
71103 CHALON-sur-SAONE

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR  
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

N° 2012216 -0006

VU le Code de l'environnement, notamment le titre I du livre V et son article L514-1,

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation,

VU les arrêtés préfectoraux n°00/5464/2.2 du 26 décembre 2000, n° 02/3570/2-3 du 5 novembre 2002, n°07-03828 du 15 octobre 2007, n°11-00081 du 11 janvier 2011 et n° 11-02554 du 20 mai 2011 autorisant et réglementant l'exploitation des installations de l'établissement AZELIS PEROXYDES implanté sur le territoire de la commune de Chalon-sur-Saône,

VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, établi le 23 juillet 2012 à la suite de l'inspection des installations classées réalisée le 17 juillet 2012,

**CONSIDERANT** que des non-conformités aux dispositions de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié susvisé ont été relevées lors de l'inspection susvisée,

**CONSIDERANT** que les dispositions non respectées concernent la mise en œuvre du système de gestion de la sécurité et plus particulièrement la gestion des modifications des installations,

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'assure pas la sécurité optimale de ses installations et que les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement ne sont pas garantis,

**CONSIDERANT** que l'article L. 514-1 du code de l'environnement stipule que, lorsqu'un inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation par l'exploitant des conditions imposées à son installation, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé,

**SUR** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup> : MISE EN DEMEURE

La société AZELIS PEROXYDES, dont le siège social est situé 23 rue des Ardennes 75940 PARIS, est mise en demeure de respecter, pour son établissement de Chalon-sur-Saône situé route des Varennes à Chalon-sur-Saône (71103), sous un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié :

Annexe 3 – Point 4 :

Le système de gestion de la sécurité s'inscrit dans le système de gestion général de l'établissement. Il définit l'organisation, les fonctions des personnels, les procédures et les ressources qui permettent de déterminer et de mettre en œuvre la politique de prévention des accidents majeurs.

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

Gestion des modifications. Des procédures sont mises en œuvre pour les modifications apportées aux installations et aux procédés et pour la conception de nouvelles installations ou de nouveaux procédés.

## **ARTICLE 2 : SANCTIONS**

En cas d'inobservation des dispositions de l'article 1<sup>er</sup> il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'environnement.

## **ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

La présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif de Dijon :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

## **ARTICLE 4 : EXECUTION**

Mme la secrétaire générale de la préfecture, M. le sous-préfet de Chalon-sur-Saône, M. le maire de Chalon-sur-Saône, Mme la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur d'AZELIS PEROXYDES et dont copie sera faite à M. le responsable de l'unité territoriale de la DREAL, 37 boulevard Henri Dunant, BP 94029 71040 Mâcon Cedex 9.

Mâcon, le **3 AOUT 2012**

Le ~~PREFET~~  
~~Pour le Préfet,~~  
**La Secrétaire Générale de la**  
**Préfecture de Saône-et-Loire**

  
**Magali SELLES**